

Sujet :

De l'audit financier à l'audit éthique

Démarche

Cet essai part d'un étonnement. Comment, en 2020, une entreprise comme Michelin, figurant dans le top 3 des entreprises ayant la meilleure réputation RSE de France, peut faire preuve d'une malhonnêteté manifeste dans son utilisation des fonds issus du CICE ? Dès lors, comment, dans un monde où le vrai est plus que jamais menacé, où tout n'est que discours, s'assurer de l'honnêteté des entreprises ?

L'éthique nous semble être une nécessité afin de surmonter les défis du XXI^e siècle. Cependant, elle reste aujourd'hui trop souvent cantonnée à un rôle d'argument commercial, bonne qu'à soutenir une croissance sans fin, telle que voulue par les marchés financiers.

Forts de ce constat, nous nous sommes demandés : comment demain garantir des pratiques éthiques qui soient ambitieuses, et réalisées ?

De-là, est alors né cet essai.

Résumé

La pensée des enjeux sociaux et environnementaux est ce qui a nourri les jeunes à partir de la fin du XX^e siècle. La notion de durabilité est ce qui nous permettra de surmonter le XXI^e siècle et les défis qui le pavent. Les entreprises, soucieuses de leur image, ont alors intégré ces principes par le biais de leurs politiques de RSE. Néanmoins, force est de constater qu'en 2020, ces avancées restent pour la plupart timides, voire malhonnêtes.

Dans un monde où la grille de lecture définissant les actions des entreprises est financière, et où la place du vrai s'érode d'année en année, il semble difficile à un tel paradigme éthique de s'imposer. Dès lors, comment s'assurer qu'il y ait une véritable justice de l'éthique des entreprises ?

Cette nécessité ne nous semble possible uniquement grâce à l'émergence de cabinets d'audit de l'éthique. Des instances tierces, qui auraient le rôle et le pouvoir d'imposer l'éthique comme quelque chose d'essentiel. Les cabinets d'audit financier ainsi que les agences de notation sont aujourd'hui un passage obligé pour la plupart des grandes entreprises, à l'éthique de voir émerger ses pareils dans ce domaine.

Bibliographie

Ouvrages littéraires :

- *La Vie intense*, Tristan Garcia, Éditions Autrement, 2016, Paris
- *La faiblesse du vrai*, Myriam Revault d'Allonnes, Éditions du Seuil, 2018, Paris

- *Fragments posthumes*, Friedrich Nietzsche, Éditions Gallimard, 1982, Paris

Ressources internet :

- “L'éducation au développement durable”, site internet du gouvernement : <https://www.education.gouv.fr/cid205/l-education-au-developpement-durable.html>
- “Jeunesse – Développement durable”, Nations Unies : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/youth/>
- “Qui bénéficie des 20 milliards d'euros du CICE ?”, Le Monde, 09 Janvier 2019, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/09/pme-ou-entreprises-du-cac-40-qui-beneficie-des-20-milliards-du-cice_5406893_4355770.html
- “La Roche-sur-Yon : Michelin a-t-il acheté, avec le CICE, des machines expédiées à l'étranger ?”, Libération, 24 Octobre 2019 : https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/24/la-roche-sur-yon-michelin-a-t-il-achete-avec-le-cice-des-machines-expediees-a-l-etranger_1758128
- “RSE : les 3 piliers de Michelin”, Les Echos, 07 avril 2017 : <https://business.lesechos.fr/directions-generales/gouvernance/rse/0211944271125-rse-les-3-piliers-de-michelin-308418.php>
- Manifeste étudiant pour un réveil écologique : <https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/qui-sommes-nous/>
- Responsabilité sociétale d'entreprise, Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Responsabilit%C3%A9_sociale_des_entreprises
- “RSE : ce que la loi impose aux entreprises”, Le Figaro, 21 juin 2017 : <https://www.lefigaro.fr/entrepreneur/2017/06/21/09007-20170621ARTFIG00064-rse-ce-que-la-loi-impose-aux-entreprises.php>
- Entreprise à mission, Wikipédia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Entreprise_%C3%A0_mission
- “Quel rôle pour un comité éthique en entreprise ? La réponse avec Léa Nature”, You Matter, 07 janvier 2019 : <https://youmatter.world/transitions/fr/quel-role-pour-un-comite-ethique-en-entreprise-la-reponse-avec-lea-nature/>
- Gen'éthic : <https://www.gen-ethic.com/>
- Moralscore : <https://moralscore.org/>
- “L'Oréal mis en cause pour discrimination sexuelle”, Libération, 28 janvier 2019 : https://www.liberation.fr/france/2019/01/28/l-oreal-mis-en-cause-pour-discrimination-sexuelle_1705883
- “La startup Faguo devient la première entreprise à mission de la mode”, Les Echos, 28 janvier 2020 : <https://start.lesechos.fr/innovations-startups/top-startups/la-startup-faguo-devient-la-premiere-entreprise-a-mission-de-la-mode-17283.php>

Introduction

Votée en 2012 sous François Hollande afin de soutenir la création d'emplois en France, le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) a bénéficié à de nombreuses entreprises françaises, notamment les petites entreprises de moins de 25 salariés – qui constituent la large majorité du maillage entrepreneurial français. Si les grandes entreprises (plus de 2500 salariés), ne représentent que 0,02% des entreprises ayant bénéficié du CICE, elles ont récupéré 28% des 20 milliards d'euros qu'a coûté le CICE¹. Parmi elles, Michelin, fleuron français jouissant d'une très bonne image auprès du public, a reçu 65 millions d'euros – dont 4,3 millions pour le seul site de La Roche-sur-Yon. Finalement, il a été démontré que Michelin, qui a annoncé vouloir fermer ce site, a utilisé cette manne financière afin d'acheter des machines destinées à leurs usines en Espagne et en Europe de l'Est². En 2017, Michelin était pourtant saluée par la presse spécialisée pour sa politique de RSE. L'entreprise au Bibendum figurait alors dans le top 3 des entreprises ayant la meilleure réputation RSE en France, selon le baromètre 2017 du *Reputation Institute*³. Dès lors, une question se pose : comment une entreprise saluée pour sa politique de RSE peut-elle se montrer en même temps malhonnête vis-à-vis de l'État français et de ses salariés ? N'y-a-t-il pas ici un conflit éthique ?

Dans son ouvrage *La Vie intense*, le philosophe Tristan Garcia définissait l'éthique ainsi : « Une morale m'enjoint à être juste, à être digne, à être respectueux ; une éthique réclame que je sois justement, que je sois dignement, que je sois respectueusement ce que je suis. » Selon nous, cette éthique devrait s'appliquer à l'ensemble du monde de l'entreprise, pour refaire de l'éthique une valeur primordiale de notre monde à une époque où nous en avons plus que jamais besoin.

¹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/01/09/pme-ou-entreprises-du-cac-40-qui-beneficie-des-20-milliards-du-cice_5406893_4355770.html

² https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/24/la-roche-sur-yon-michelin-a-t-il-achete-avec-le-cice-des-machines-expediees-a-l-etranger_1758128

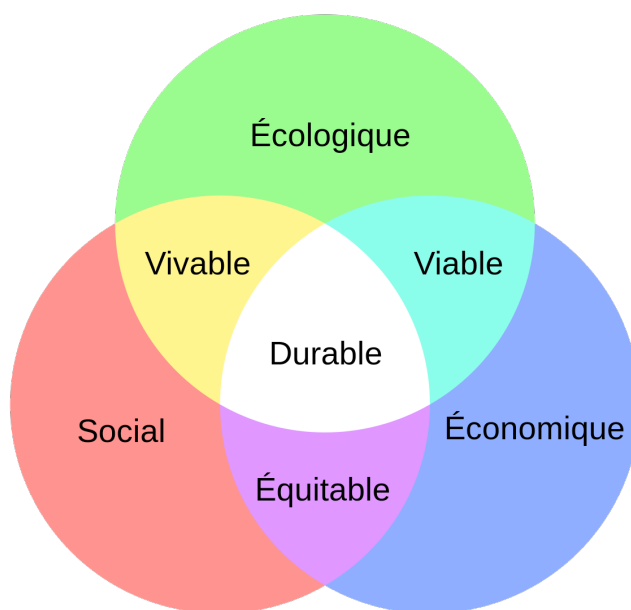
³ <https://business.lesechos.fr/directions-generales/gouvernance/rse/0211944271125-rse-les-3-piliers-de-michelin-308418.php>

Faire du XXI^e siècle celui de l'éthique

Le monde change. Et avec ces changements, les aspirations des populations changent elles aussi. Aujourd'hui, le concept de développement durable est une idée solidement ancrée dans la société civile, et avec elle viennent les préoccupations de justice environnementale et sociale.

L'Éducation au Développement Durable (EDD), définie par le gouvernement comme étant une "démarche de rétablissement d'équilibres dynamiques entre l'environnement, le monde social, l'économie et la culture" – encore définie comme "éducation transversale" – est au programme scolaire depuis *La Charte de l'environnement* de 2004. Cette charte a une "valeur constitutionnelle", et met notamment l'accent sur "la nécessité de l'éducation et la formation à l'environnement (article 8)."⁴

Depuis, toute la génération qui a connu cet enseignement a été éduquée avec le schéma du développement durable, associant l'écologique, l'économique et le social.



5

Cette pensée systémique qui a nourri les "jeunes" a fait porter sur eux les espoirs d'un monde qui changerait, et qui leur permettrait de s'attaquer au grand défi du développement durable qui les attend au XXI^e siècle. Les Nations Unies mettent d'ailleurs l'accent sur l'importance

⁴ <https://www.education.gouv.fr/cid205/l-education-au-developpement-durable.html>

⁵ Source : Wikipedia

des jeunes pour atteindre les objectifs de développement durable, et les présente comme la "force motrice" capable de créer ce futur enviable.⁶

En 2020, ces jeunes ont grandi. Les premières générations à avoir connu cet enseignement arrivent désormais sur le marché du travail, et les initiatives pour le développement durable sont désormais de plus en plus nombreuses. En témoigne le *Manifeste Étudiant pour un Réveil Écologique*, initiative lancée en septembre 2018 qui regroupe près de 30 000 étudiants de plus de 400 établissements d'enseignement supérieur⁷. Preuve s'il en faut que ces jeunes travailleurs sont en quête de sens, se traduisant en demande d'éthique, de la part de leurs futurs employeurs.

De plus, ces demandes se conjuguent en 2020 à des mouvements sociaux d'une ampleur presque inédite, réclamant davantage de justice sociale. Ainsi qu'aux appels de la communauté scientifique face à l'impératif du changement climatique.

Dès lors, le déploiement de cette pensée a germé dans les entreprises. Cette notion de développement durable s'est ainsi incarnée dans la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Dès 2002, lors du sommet de la Terre de Johannesburg, la RSE est au centre des débats, et est alors vue comme un moyen d'intégrer dans l'entreprise les trois piliers du développement durable⁸. 20 ans plus tard, il est l'heure pour les jeunes éduqués au triptyque du développement durable de se confronter à la réalité de la RSE, son pendant économique. D'où les chartes RSE sont légion dans les entreprises, parfois même une obligation légale pour les plus grandes⁹.

Aujourd'hui, des initiatives encore plus ambitieuses se sont même développées, dans le but d'intégrer encore plus en profondeur la demande sociétale de durabilité dans les entreprises. On pourra noter l'initiative la plus avancée aujourd'hui qui est celle "d'entreprise à mission". Elle vient définir "les nouvelles formes de sociétés commerciales (à but lucratif) qui se définissent statutairement, en plus du but lucratif, une finalité d'ordre social ou environnemental."¹⁰ Cette avancée notable a connu en France une progression majeure en 2019, avec l'adoption le 11 avril 2019 par l'Assemblée nationale de la loi PACTE. Les

⁶ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/youth/>

⁷ <https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/>

⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Responsabilit%C3%A9_soci%C3%A9tale_des_entreprises

⁹ <https://www.lefigaro.fr/entrepreneur/2017/06/21/09007-20170621ARTFIG00064-rse-ce-que-la-loi-impose-aux-entreprises.php>

¹⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Entreprise_%C3%A0_mission

entreprises à mission bénéficient désormais d'un statut spécifique. Cela nous montre bien l'importance et le développement de ces idées dans le monde de l'entreprise en 2020.

Parallèlement à cela, d'autres initiatives viennent marquer l'importance de cette pensée dans le monde professionnel, avec l'intégration de comités d'éthique qui visent à assurer la bonne application de la RSE conjointement au développement économique des entreprises¹¹. Désormais, une part importante des grandes entreprises intègrent en leur sein des comités d'éthique, on pourra citer par exemple Google, Veolia, ou encore Qwant – un moteur de recherche qui fait de l'éthique son fer de lance. Et L'Oréal a même créé un poste de "Responsable de l'éthique" et y a nommé Emmanuel Lulin.

Enfin, on assiste aussi timidement à l'émergence d'acteurs tiers, cherchant à se positionner en garants du bon respect des engagements éthiques des entreprises. Par exemple, l'entreprise Moralscore cherche à permettre aux consommateurs de "favoriser les entreprises qui respectent le mieux [leurs] [...] propres valeurs morales." Elle effectue alors une notation des entreprises, secteur par secteur, en mettant en avant les points positifs et négatifs que soulèvent chacune d'elles. Dans la même veine, l'entreprise "Gen'éthic" cherche à "rendre visible l'ADN des entreprises transparentes" en auditant les entreprises et en mettant en avant les points positifs et négatifs de ces dernières relativement à la RSE.

Ces avancées en matière d'intégration des politiques sociales et environnementales au sein des entreprises sont pourtant régulièrement teintées de scandales, et soulèvent quelques interrogations.

En effet, on pourra citer le scandale qui affecte Michelin relativement à son usage du CICE début 2020 ; ou encore les mises en cause de L'Oréal pour discriminations sexuelles début 2019 – alors même que l'entreprise est souvent louée pour sa politique de promotion de l'égalité hommes-femmes¹². Ces affaires défraient régulièrement la chronique, et témoignent d'entreprises souvent opaques, où les garanties d'applications de leurs engagements sont uniquement données par les entreprises elles-mêmes, et les chiffres qu'elles souhaitent montrer. La réalité est parfois toute autre, et infiniment plus complexe.

C'est bien l'éthique qui est mise en question ici. Tristan Garcia nous disait qu'agir éthiquement revient à être "justement", "dignement", et "respectueusement". L'Oréal agit-elle justement,

¹¹ <https://youmatter.world/transitions/fr/quel-role-pour-un-comite-ethique-en-entreprise-la-reponse-avec-lea-nature/>

¹² https://www.liberation.fr/france/2019/01/28/l-oreal-mis-en-cause-pour-discrimination-sexuelle_1705883

dignement, ou encore respectueusement quand l'égalité hommes-femmes mise en avant se révèle être toute autre au sein du comité exécutif ? Michelin agit-elle justement, dignement, ou encore respectueusement quand il est révélé qu'une aide française pour le maintien de l'emploi est en réalité détournée pour investir dans d'autres pays que la France ?

En fin de compte, l'éthique des entreprises, théoriquement dictée par leurs engagements, reste soumise à leur bon vouloir. On remarque particulièrement cela sur les entreprises qui acceptent de travailler avec l'entreprise Gen'éthic. Ces dernières sont pour la plupart déjà engagées dans des processus éthiques complets et honnêtes, qui figurent au cœur de leur fonctionnement. On y retrouve notamment des entreprises comme la Nef, Ekodev, Ethical Minds...

Le paroxysme de cette idée se trouve dans la réalité des entreprises à mission. Malgré les déclarations de bonnes intentions de nombreuses entreprises du secteur de la mode, Faguo est aujourd'hui la seule entreprise à s'être inscrite dans ce cadre légal¹³. Elle était déjà une entreprise qui plaçait les engagements du développement durable au cœur de son fonctionnement et de ses principes.

Ces nouvelles dynamiques touchent plutôt les entreprises déjà fortement engagées dans des perspectives éthiques et durables, que des organisations ne faisant pas du développement durable une priorité de leur fonctionnement – se contentant uniquement du minimum légal.

Le respect de la RSE et l'intégration des principes de développement durable dans les entreprises se transforment alors plus en arguments commerciaux qu'autre chose. Aussi, le fait que cela se transforme en argument commercial a comme conséquence une vision uniquement monétaire et marketing de la chose. Cela se traduit alors par une attente prenant la forme d'un retour sur investissement. Les produits "éthiques" deviennent un luxe que seuls les plus privilégiés peuvent se permettre. Est-ce vraiment cela parler d'éthique ?

Aujourd'hui, un monde économique qui n'est pas à la hauteur des enjeux

Le constat des limites des ambitions éthiques des entreprises et de leurs politiques de RSE, ainsi que de leurs applications, est dès lors on ne peut plus clair. Mais il est à replacer dans celui, plus général, de notre époque.

¹³ <https://start.lesechos.fr/innovations-startups/top-startups/la-startup-faguo-devient-la-premiere-entreprise-a-mission-de-la-mode-17283.php>

Aujourd'hui, tout est discours. Les ambitions éthiques que se donnent les entreprises ou les hommes politiques sont plus souvent en puissance qu'en actes. Au niveau politique, nous sommes de plain-pied dans "l'ère de la post-vérité", selon la formule qui s'est forgée au Royaume-Uni lors de la campagne du Brexit. Nietzsche disait déjà qu'« il n'y a pas de faits, il n'y a que des interprétations »¹⁴. La question du référendum britannique ainsi que la rhétorique politique de Donald Trump ont fait de cette affirmation une réalité tragique. "Fake news", "alternative facts"... pour la philosophe Myriam Revault d'Allonnes, dans nos démocraties actuelles, ce qui compte aujourd'hui ce n'est plus de savoir si telle ou telle chose est vraie, mais son impact sur les gens – notamment sur les électeurs. Tout est (re)devenu interprétation.

Au niveau économique, le monde de l'entreprise n'échappe pas à la règle. Si l'on peut voir et écouter pléthore de discours de dirigeants d'entreprises appelant à œuvrer pour le développement durable, pour un monde plus écologique, à défendre les salariés, à être plus responsables... force est de constater que bien souvent les paroles restent des paroles, et ne sont bonnes qu'à recevoir des applaudissements de la foule à Vivatech ou à Davos.

Dans le meilleur des cas, lorsqu'une grande entreprise décide finalement de mener une véritable politique sociale ou écologique, elle le fait moins par conviction que par intérêts économique et d'image, tombant ainsi dans une forme de "social washing" ou "green washing".

Mais comment leur en vouloir ? Le système économique tel que nous le connaissons aujourd'hui se fonde sur l'argent. L'argent achète tout et définit la valeur de tout, y compris des entreprises. Le cours en bourse compte bien plus que les pratiques éthiques. Depuis les années 1980 et la financiarisation de l'économie, notre époque est devenue plus que jamais l'ère de l'argent-roi – n'en déplaise au philosophe-roi de Platon. Dès lors, l'éthique professionnelle n'est vue que comme un argument commercial. En tant qu'entreprise je lance une politique éthique non pas spécialement parce que c'est ce qui m'anime au quotidien, mais parce que je vais pouvoir communiquer dessus, améliorer mon image de marque, vendre davantage mon produit ou service et, mon chiffre d'affaires augmentant, mon cours en bourse grimpera.

Face aux mauvaises pratiques ou aux engagements non tenus, se dresse, seule, l'institution affublée du sigle de "quatrième pouvoir" : la presse. Des articles sortent, scandalisent une opinion publique malheureusement devenue coutumière de ce genre de nouvelles, mais qui

¹⁴ Nietzsche, *Fragments posthumes*, 7, fin 1886-printemps 1887

passé très vite à autre chose, à un autre scandale... Et ainsi de suite. Panama Papers, LuxLeaks, Malte Files... les scandales impliquant les grandes entreprises – ayant par ailleurs toutes des politiques RSE – se succèdent à un rythme effréné. Elles, qui emploient des millions de personnes, sont en même temps celles qui ne rendent pas ce que la société leur a donné, celles qui ne participent pas à l'amélioration durable du monde, préférant poursuivre un enrichissement infini.

Cette logique médiatique n'est cependant pas véritablement une justice, mais simplement une indignation passagère. Néanmoins, si le scandale est vraiment trop important, alors une sanction sur les marchés financiers peut arriver. Mais le cours en bourse ne dépendant que des résultats économiques, les scandales éthiques ne sont pas punis en tant que non-éthiques, mais pour la seule raison qu'ils font perdre de l'argent aux actionnaires. Le sentiment général demeure alors celui d'un décalage entre les marchés financiers et l'éthique réclamée par la société civile.

Dès lors, comment s'assurer qu'il y ait une véritable justice de l'éthique des entreprises ?

Persévérer dans cette voie n'est pas pérenne pour les Michelin et consorts. Aujourd'hui, ces grandes entreprises ont perdu la formidable image qu'elles avaient il y a quelques dizaines d'années. À la fin du XX^e siècle, les grandes multinationales faisaient rêver les jeunes arrivant sur le marché du travail. Elles étaient les entreprises qui allaient conquérir le monde, faisaient pleinement partie de la marche du progrès vers un futur meilleur, un futur souhaitable pour tous. Les jeunes diplômés se pressaient alors à leur porte afin de déposer leur CV.

Désormais, leur image s'est renversée. De porteurs de progrès, ces grands groupes incarnent bien plutôt les forces cherchant à aller contre le progrès souhaité par nos générations. Ce sont les producteurs de pesticides cancérigènes qui exercent leur pouvoir d'influence pour empêcher que l'on interdise leurs produits, ce sont les géants pétroliers qui cherchent à exploiter sans cesse de nouveaux gisements, ce sont les entreprises automobiles qui trichent aux tests de pollution de leurs voitures... toutes n'ont qu'un mot d'ordre : persévérer. Les entreprises qui aujourd'hui incarnent le progrès sont les startups, petites entreprises très dynamiques qui promettent de disrupter leur marché. Ce sont elles qui aujourd'hui représentent cet avenir enviable. Elles se fondent sur le fait de penser "outside the box", "box" tristement représentée par les grandes multinationales.

Où est la place de l'éthique dans cet amer constat ? Plus qu'un simple argument commercial, l'éthique ne devrait-elle pas être la norme ? L'éthique de notre société est subordonnée à celle

des entreprises, nous ne pouvons avoir l'une sans l'autre. Si l'on souhaite véritablement aller vers un horizon enviable pour la société dans son ensemble et éliminer – ou du moins atténuer – les effets du changement climatique ; si nous ne voulons pas courir à la catastrophe environnementale et sociale, alors cette éthique devra être imposée et garantie par l'État et les institutions de pouvoir politique ou économique à travers le monde.

Nous nous devons de garantir un véritable changement systémique, un changement qui ne soit plus uniquement opportuniste.

De l'audit financier à l'audit éthique

Ce changement systémique ne peut être obtenu que par le biais de la garantie. Aujourd'hui des avancées sont faites, nous en avons parlé, mais elles relèvent trop du bon vouloir des entreprises, et d'espoir quant à leur honnêteté. L'État donne la possibilité de viser d'autres buts que la simple profitabilité financière, c'est encourageant mais pas suffisant.

Les entreprises, qu'elles soient cotées en bourse ou non, doivent annuellement remplir des obligations financières, réglées par des normes. Elles clôturent leurs comptes, font appel à des cabinets d'audit financier afin de les faire certifier, présentent leur bilan comptable... Alors, sur les fondations que représentent ces échelons financiers, se dresseront les conclusions de l'année comptable écoulée, et en découleront les bons et mauvais points, les changements stratégiques à opérer, les évolutions à venir l'année suivante, et ainsi de suite. Pour une entreprise cotée en bourse, livrer des bilans financiers encourageants est une nécessité. Leur valeur boursière dépend quotidiennement de simples rumeurs, de projections dans le temps, de perspectives de ventes, de résultats mensuels, trimestriels, semestriels... ce lourd poids pèse sur les entreprises. Dès lors, leur objectif est d'afficher des chiffres de croissance toujours plus important (nous avons déjà vu des cours de bourse chuter simplement parce que la croissance du chiffre d'affaires n'était pas aussi importante que prévue). L'argent est devenu une obsession et on a dès lors le sentiment que la seule santé qui intéresse les investisseurs et les États est la santé financière.

Dès lors, dans un monde où l'éthique, plus qu'une politique de bon vouloir, est une véritable nécessité face aux dérives du monde économique actuel, nous sommes intimement convaincus que les obligations financières que connaissent chaque année les entreprises devraient avoir leurs équivalents éthiques. Régulièrement, toutes les entreprises devraient

connaître un “audit éthique”. Nous aurions alors de grands cabinets d'éthiques qui étudieraient les pratiques des entreprises en matière environnementale, sociale, managériale, tout en veillant que leurs engagements soient respectés – l'honnêteté étant la garante de l'éthique. Les grandes entreprises du CAC 40 mettent à disposition leurs bilans financiers des années passées sur leur site internet. Dans un monde où ces mêmes entreprises devraient se faire auditer d'un point de vue éthique, elles mettraient à disposition leurs bilans éthiques des années passées.

Aujourd'hui, les organisations qui se rapprochent le plus de ces organismes qui évalueraient l'éthique d'une entreprise sont les entreprises comme Moralscore ou encore Gen'éthic. Mais elles sont en réalité plutôt des arguments de vente pour les entreprises – c'est-à-dire que ces dernières vont mettre en avant leur bon score sur ces plateformes – au lieu d'être des obligations. À la place, elles devraient être de réelles conditions de vente. Le paradigme actuel est celui qui consiste à dire : il est bien d'avoir une bonne note sur ces plateformes, et mal d'en avoir une mauvaise – tout en sachant que la mauvaise note ne sera jamais réellement contraignante ou problématique. À l'inverse, il faudrait qu'il soit nécessaire d'avoir une bonne note, que ce soit une obligation légale, et que cela devienne réellement contraignant d'avoir une mauvaise note. Ainsi, l'éthique comme norme pourra réellement s'imposer, et les déclarations des entreprises, leurs dires et leurs engagements, seraient analysés et se fonderaient sur des faits réels. Les velléités rejoindraient les volontés, et cela serait garanti par une instance extérieure.

Au niveau financier, cela existe. Les grandes agences de notation comme Standard & Poor's ou Moody's sont des références – tout en étant un passage obligé pour les grandes entreprises. Elles s'assurent de la bonne santé financière de ces dernières, et certifient que leurs déclarations sont exactes. Elles font ainsi office de tiers de confiance, et sont une réelle garantie quant à l'aspect financier des grandes entreprises. Ce modèle n'existe pas pour l'éthique. Pourtant, on a bien vu aujourd'hui la demande énorme de la part de la société civile, et la difficulté de s'assurer que ce que disent les entreprises soit en accord avec ce qu'elles font. Dans un monde où l'éthique doit prendre de plus en plus d'importance, et où les objectifs de RSE s'apparentent trop souvent à du social washing ou du green washing – pourtant plus que jamais une nécessité – il paraît crucial de doter le système économique de tiers de confiance s'assurant et certifiant le bon respect de ces impératifs éthiques par les entreprises. Ils auraient de réels pouvoirs contraignants, permettant l'émergence d'un nouveau paradigme, où le bien commun et le système économique pourraient s'embrasser à nouveau.

Conclusion

En 2020, la société civile, consciente des enjeux environnementaux et sociaux auxquels notre siècle doit faire face, réclame des conduites de plus en plus éthiques de la part des entreprises. Ces dernières ont alors multiplié les promesses de bonne volonté et les chartes RSE. Cependant, ne dépendant que de leur bon vouloir, et appliquées de manière variable, de nombreux scandales révèlent trop souvent l'opacité de ces dynamiques, ainsi que la malhonnêteté de ces entreprises. Face à cela, il nous paraît dès lors nécessaire de faire de l'éthique des organisations une nécessité, en fixant des ambitions hautes, ainsi qu'en garantissant leurs dires et promesses par le développement de cabinets d'éthique dotés d'un pouvoir contraignant. Donner lieu à un véritable audit de l'éthique, tout aussi rigoureux et indispensable que l'audit financier déjà en place.

Nombre de caractères : 19 779